

Sujet : [INTERNET] GAEC de la Hautefeuille à La Chapelle d'Armentières et Erquinghem-Lys

De : marie-audrey thomas <bellilanrev@hotmail.fr>

Date : 23/09/2022 16:56

Pour : "pref-dcpi-enquete-publique@nord.gouv.fr" <pref-dcpi-enquete-publique@nord.gouv.fr>

Monsieur le Préfet,

Veuillez trouver ci-joint mes observations concernant le projet GAEC Hautefeuille.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

MA THOMAS

— Pièces jointes : —

obsMAThomas.pdf

30 octets

Monsieur le Préfet du Nord, je me permets de vous interpeller dans le cadre du projet d'implantation d'un élevage porcin sur la commune d'Erquinghem-Lys et de sa réorganisation à la Chapelle-d'Armentières. Après avoir pris connaissance du dossier, je vous adresse quelques observations et questionnements sur le bien-fondé de cette nouvelle exploitation à Erquinghem-Lys s'articulant autour de trois thématiques.

1 Le secteur d'Erquinghem-Lys, un territoire déjà sous pression :

A / Un territoire ceinturé par les voies de communication :

La commune d'Erquinghem-Lys est traversée au Nord-Est par l'autoroute A25 passant au dessus de la ville et au Sud-Est jusqu'au Nord-Est par la LGV. Cette proximité a déjà pour conséquence des nuisances sonores importantes pour les riverains.

Contrairement à ce qui est mentionné p 23 du dossier de demande d'enregistrement d'un élevage porcin, *« le site se situera le long de la ligne de TGV et évitera des nuisances sonores supplémentaires »*, or l'implantation d'un site d'engraissement de 1640 porcs et 960 porcelets post-sevrage rue Delpierre à Erquinghem-Lys va bien entraîner des nuisances sonores supplémentaires (cri des porcs, alimentation, ventilation, trafic routier...). En effet, ces nuisances sonores vont s'additionner aux nuisances du TGV et de l'autoroute, le phénomène sonore sera alors amplifié. De plus, comparer les nuisances d'une LGV avec un site d'élevage n'est pas opportun, le TGV ne passe pas en continue 24h/24, 7J/7 contrairement au site d'élevage qui accueillera en permanence des porcs en engraissement.

Si l'autoroute A25 nous apporte des nuisances sonores, elle est aussi source de pollution de l'air ayant des conséquences pour les habitants vivant à proximité. Je me permets de vous renvoyer à l'étude *Inégalités environnementales et sociales se superposent-elles ?* paru le 15/09/22 par France Stratégie, institution autonome sous l'autorité de la Première ministre. Dans ce document, un nouvel indice a été mis en place, l'indice d'exposition multiple (IEM) pour mesurer la pollution de l'air et des sols. Ce document nous montre que le département du Nord est particulièrement pollué. Une des raisons évoquée est la forte concentration de sites ICPE dans les communes du Nord. Faut-il continuer à implanter des sites ICPE dans des communes ayant un IEM déjà élevé ?

sources :

https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2022-na-112-inegalites_environnementales-septembre_0.pdf

<https://www.lavoixdunord.fr/1228933/article/2022-09-15/hautes-de-france-quand-les-inegalites-environnementales-se-cumulent-aux>

B/ Un territoire sous pression urbaine :

Par sa position géographique, Erquinghem-Lys subit une pression immobilière importante. Entre 1968 et 2019, la commune d'Erquinghem-Lys est passée de 3456 habitants à 5316 (*source INSEE*). Cette augmentation a fait disparaître progressivement les zones agricoles au cœur de notre village au profit de zones urbanisées. Si densifier le cœur d'un village est nécessaire afin de limiter le mitage, doit-on pour autant poursuivre l'artificialisation des sols dans des zones jusqu'alors relativement préservées ? Si dans le dossier il est mentionné, p 23, *« afin d'économiser l'espace sur la parcelle, d'éviter de créer un mitage et de minimiser l'imperméabilisation de surfaces agricoles, les bâtiments seront construits parallèlement les uns aux autres »*, or, dans cet extrait, il n'est pas précisé que les deux sites ne sont pas sur le même territoire. Ils se situent sur deux communes différentes distantes d' 1,5 km entraînant donc un étalement de l'exploitation. Il faudra transporter

par camion les animaux du site 1 au site 2. De plus, les parcelles situées à Erquinghem-Lys sont des zones agricoles utilisées pour la culture. Installer ce nouveau site aura pour conséquence une artificialisation de deux parcelles agricoles recevant des cultures. Le terrain devra être viabilisé et la ruelle Pecquereau sera réaménagée pour accéder au site en passant au dessus de la Becque du Biez. Par conséquent, il y aura bien mitage du territoire erquinghemmois.

Parallèlement, la commune d'Erquinghem-Lys continue à se développer en transformant ses zones agricoles et humides en zones constructibles à usage commerciale. En effet, dans le même secteur, rue du moulin, un nouveau chantier a débuté sur une ancienne zone agricole de 10 460 m² afin d'accueillir un nouveau parc d'activités.

De plus un autre projet de ZAC de 30 000 m² de bureaux va sortir de terre en 2023 sur une zone humide sans compensation des terres agricoles (projet porte des Anglais).

<https://www.lavoixdunord.fr/1194699/article/2022-06-18/erquinghem-lys-ca-y-est-les-travaux-vont-enfin-commencer-la-porte-des-anglais>

Comment peut-on continuer cette politique d'artificialisation des sols alors que la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets prévoit de réduire par deux l'artificialisation des terres d'ici 2030 ainsi qu'un zéro artificialisation nette qui devra être atteint d'ici 2050 ?

C/ Un territoire sous pression agricole

Si le secteur d'Erquinghem-Lys reste encore une terre agricole, son modèle hélas est encore trop souvent tourné vers un modèle productiviste et non raisonné de l'agriculture. La commune d'Erquinghem-Lys possède un territoire classé ZNIEFF n° 310013309 « prairies inondables » autour de la Lys, colonne vertébrale de la ville. Dans la fiche 154 de l'inventaire ZNIEFF, il est indiqué que cette zone naturelle subit une « *Pression agricole élevée* » et une « *Eutrophisation des végétations riveraines de l'ancienne Lys* ».

Si le site ne se situe « qu'à 1,4 km » de la zone naturelle, la Becque du Biez qui se jette dans la Lys se situe sur site. Toute fuite, toute pollution des parcelles sur site pourraient avoir comme conséquence une pollution de la Becque et donc de la Lys ainsi que sa ZNIEFF. L'une des causes de l'eutrophisation est « *l'introduction massive d'azote et de phosphore lié au rejet direct d'effluents, de l'écoulement d'eaux de ruissellement contaminées après leur passage sur surfaces agricoles et non agricole* » venant dégrader l'écosystème aquatique. Si l'agriculture n'est pas l'unique raison, elle a sa part de responsabilité. L'épandage des îlots 10, 11, 14, 16, 28 à l'intérieur de la zone naturelle déjà fragilisée ne va-t-il pas aggraver la situation? Faut-il continuer d'épandre alors que la zone est déjà victime d'eutrophisation? Dans le dossier d'enregistrement, aucune référence et étude n'est faite à ce sujet.

De plus, dans le dossier d'enregistrement, p120 sur le prévention des risques et des pollutions, aucune précision n'est faite sur l'entretien et la vérification des canalisations de collecte des effluents. Nous devons nous contenter de « *régulièrement entretenues et vérifiées* » sans savoir qui et comment. Pour nous rassurer, « *un contrôle visuelle des installations sera effectuées mensuellement par l'exploitant* » Comment peut-on s'apercevoir de micro-fuites par un simple contrôle visuel ? Toute fuite serait catastrophique sur un territoire classé zone vulnérable nitrates et sur la préservation de sa ZNIEFF et de la Lys.

Sources:

<https://www.inrae.fr/sites/default/files/pdf/expertise-eutrophisation-synthese-148-p-2.pdf>
file:///D:/siteporcs/Znieff1-154_cle65ad16.pdf

2 Un modèle d'élevage qui va à l'encontre de l'urgence écologique :

A/ Climat : l'engagement de la France à réduire ses émissions de gaz à effet de serre

La France s'est engagée, dans le cadre de l'accord de Paris, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40% d'ici à 2030 (par rapport au niveau de 1990). Le Conseil d'État rappelle que la France a « *au cours des dernières années, régulièrement dépassé les plafonds qu'elle s'était fixés* ». (Publié le 27 novembre 2020). Or, en France, l'agriculture représente 19 % des émissions de gaz à effet de serre, deuxième émetteur en France. Ce niveau important s'explique principalement par l'élevage intensif qui est grand émetteur de méthane, de CO₂ et de protoxyde d'azote. Comment pouvons-nous atteindre les objectifs de Paris en continuant d'installer de nouveaux élevages intensifs? Si l'effort doit être collectif, chacun doit y prendre sa part.

sources :

<https://www.notre-environnement.gouv.fr/rapport-sur-l-etat-de-l-environnement/themes-ree/defis-environnementaux/changement-climatique/emissions-de-gaz-a-effet-de-serre/article/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-de-l-agriculture>

[Gaz à effet de serre et respect des engagements climatiques | vie-publique.fr](#)

B/ Une opinion publique défavorable à l'élevage intensif

Déjà en 2015, le 5^e rapport du GIEC recommande « *une diminution importante de la consommation de viande, ce serait aussi efficace que de diviser par 2 le parc automobile mondial.* »

Dans le dossier d'enregistrement, p 22 il est mentionné que le deuxième site (et uniquement l'unité d'engraissement) tiendra compte « *du bien-être animal et des enjeux sociétaux puisque les porcs à l'engrais seront élevés sur paille.* » Cette remarque, sans source, est à nuancer car selon une étude IFOP de 2022 « *les français et le bien-être animal* », 85% des personnes interrogées sont favorables à l'interdiction de l'élevage intensif, contrairement à ce que sous-entend le dossier d'enregistrement.

Selon un autre sondage IFOP de décembre 2021, le consommateur prend conscience progressivement que pour réussir la transition écologique, il lui faut modifier ses habitudes alimentaires. En effet, 76% des personnes interrogées affirment « *être prêtes à réduire la part de protéines animales dans leur alimentation et à privilégier les produits de meilleur qualité environnementale* » contre 67% en 2017.

Faut-il alors poursuivre ce type d'élevage, soi-disant innovant, alors qu'il va à l'encontre des objectifs de la transition écologique et des attentes des Français ?

C/ Un mode d'élevage inadapté face à la crise énergétique et alimentaire ainsi qu'au changement climatique

Le dossier d'enregistrement n'évoque pas le changement climatique qui aura des conséquences importantes pour les agriculteurs : des changements d'habitudes et une capacité à s'adapter.

Les années 2021- 2022 ont été éprouvantes sur le plan énergétique avec une augmentation des prix d'électricité et sur le plan alimentaire avec une augmentation du prix des céréales. Cela a eu un impact direct sur les agriculteurs et leur élevage.

Permettez-moi de vous renvoyer à un article de la voix du Nord où un éleveur de porcs témoigne de la crise énergétique, il s'inquiète du prix de l'augmentation de l'électricité ainsi que de

l'augmentation des prix des céréales pour alimenter ses animaux et par conséquent sur la pérennité de son exploitation.

Si dans le dossier d'enregistrement p 26, il est mentionné que l'exploitant produit sa propre alimentation pour nourrir ses animaux, il est précisé aussi que « *l'exploitant ajoute du tourteau de soja, de colza et de tournesol qu'il achète, ainsi que des minéraux.* ». On peut se demander si le cheptel n'est pas trop important face aux surfaces agricoles que le GAEC possède. En effet si l'exploitant utilise les récoltes de ses champs pour fabriquer sa propre nourriture pour les bêtes, cela reste insuffisant, il devra importer des céréales ? Est-ce vraiment raisonnable et viable face à la crise céréalière ?

L'été 2022 avec ses fortes périodes de sécheresse et de canicule a mis en avant que l'eau est un bien précieux, qu'il fallait la préserver, la protéger et l'économiser. Or l'élevage intensif est consommateur d'eau. Pour répondre à ce besoin, un forage sur site va être réalisé. L'étude nous indique les 5300 m³ d'eau pompés seront probablement suffisant et cas exceptionnel, l'exploitant utilisera de l'eau potable du réseau. Comment l'étude du dossier d'enregistrement peut-elle omettre l'augmentation des périodes de sécheresse et de canicule auxquelles nous allons devoir faire face à l'avenir. (GIEC). ?

Je me permets de vous renvoyer à un autre article de la voix du Nord où un éleveur de Verlinghem a dû utiliser plus d'eau que prévu cet été afin de soulager ses porcs dans la porcherie (arrosage du bâtiment et de ses animaux, augmentation d'eau dans les abreuvoirs) les brumisateurs étant alors insuffisants. Alors que parallèlement, il a été demandé au citoyen, à juste titre, de réduire sa consommation d'eau potable car nous étions en vigilance sécheresse. L'installation d'un nouveau site d'engraissement, gourmande en eau n'est-elle, pas en contradiction avec les efforts demandés aux citoyens ?

Sources :

<https://www.lavoixdunord.fr/1138490/article/2022-02-09/la-crise-porcine-risque-de-mettre-les-eleveurs-sur-la-paille>

<https://www.lavoixdunord.fr/1207822/article/2022-07-19/verlinghem-eleveur-porcin-olivier-fagoo-tente-de-limiter-les-pertes-liees>

3/ Un projet agricole qui va à l'encontre de l'intérêt général

A/ Une installation trop proche du cœur de notre cité :

Au regard de la proximité du site 2 avec les zones d'habitation et les équipements publics, je me questionne sur la pertinence d'un tel projet. Dans le dossier d'enregistrement est écrit que seules les parcelles d'Erquinghem-Lys pouvaient accueillir le site car leurs autres terrains disponibles, ceux de la Chapelle-d'Armentières, étaient trop près des habitations. S'il n'aurait pas été possible de l'installer à la Chapelle-d'Armentières, le choix de l'emplacement du site 2, rue Delpierre n'est pas plus judicieux. Certes, il y a moins de maisons dans un rayon de 500 m que la Chapelle mais c'est tout le cœur de la cité d'Erquinghem-Lys se situant à moins de 1,5 km qui est concerné, contrairement à ce qui est expliqué dans le document.

Un désaccord majeur et essentiel a été relevé sur les vents dominants par plusieurs observateurs. En effet, contrairement à ce qui est précisé dans le dossier d'enregistrement p 22 « *Les vents dominants provenant du Sud poussent les bruits et les odeurs vers les plaines et non vers le tiers le plus proche* », or les vents dominants poussent les bruits, les odeurs, les poussières et l'air vicié vers la cœur de la commune d'Erquinghem-Lys au delà des rayons de 250 m, de 500 m ou d'1 km comme indiqués dans le dossier d'enregistrement, sans aucune justification.

Comment peut-on accepter un tel projet qui nuirait à l'ensemble des habitants d'Erquinghem-Lys ?

B/ Une commune ayant déjà une mauvaise qualité de l'air

Dans le dossier d'enregistrement, p 62 à p 64, un constat de la qualité de l'air a été réalisé, il est sous-entendu que l'air est plutôt de bonne qualité, or d'après l'étude de France Stratégie réalisée en 2022 (citée plus haut) et donc non disponible lors de la réalisation du dossier d'enregistrement, Erquinghem-Lys possède un IEM de 4 sur une échelle de 1 à 6 (6 étant l'indice le plus fort), ce qui est élevé. La commune est dans le rouge pour le dioxyde de soufre (SO₂), rouge pour les particules fines (PM 2,5) et rouge pour l'oxyde d'azote (Nox). Concernant l'ammoniac, selon cette étude, la commune n'est pas en vert mais en orange pâle. L'installation d'une porcherie et l'épandage des effluents sur les îlots de la commune ne risquent-ils pas d'aggraver la pollution de l'air où la situation est déjà mauvaise ?

C/ Des zones d'habitation et des équipements publics impactés durablement par le projet

De nombreux quartiers d'habitation d'Erquinghem-Lys vont être impactés par les odeurs, les nuisances et l'air vicié provenant de l'implantation de la porcherie. Les quartiers du stade et la grande plaine (équipements sportifs), la rue Delpierre (école Saint Martin, bibliothèque, salle Agoralys), le quartier des Eglantines et Leroy, la rue du Biez, (lieu cantine des enfants), le quartier du moulin, le quartier du Bosquiel et la place de la Mairie (école publique, crèche et maison de retraite)

Il est surprenant que dans le document d'enregistrement, p 51, ne soit pas précisée la liste des équipements publics dans un rayon de moins de 1000 mètres. Ce sont notamment les équipements sportifs de la ville nommés la plaine sportive.

Je tiens à préciser que ces dernières années la commune a investi de l'argent public pour réaménager et relocaliser de nouveaux équipements sportifs, culturels et de loisirs. Les structures sportives ont été déplacées à la plaine sportive, rue du stade avec des terrains en plein air et une nouvelle salle des sports. L'ancienne salle des sports a été reconvertie en salle culturelle (Agoralys), à côté de la bibliothèque pour tous et de l'école maternelle Saint Martin, à seulement 1,2 km du site 2. De plus, un chemin pédestre a été aménagé, la promenade de Berguette, longeant la voie ferrée Roquette, à 800 m du site 2 où les habitants viennent se balader ou pratiquer une activité sportive. Enfin, une crèche, qui n'a pas été citée dans le document d'enregistrement, la Maison d'Assistants Maternelles (MAM) "A petits pas" se trouve 33 rue du stade à moins d'1 km du site.

Comment peut-on prendre le risque d'implanter une porcherie à proximité de ses différentes structures impactant sur la qualité de ses équipements et sur le cadre de vie ? N'est-il pas dangereux de faire du sport en extérieur en respirant un air pollué surtout lorsqu'on est un enfant ou une personne fragile ? Le dossier d'enregistrement n'a fait aucune étude à ce sujet.

En effet, au delà d'une pollution sonore et olfactive, cela représente aussi des risques sanitaires notamment avec la pollution de l'air. Permettez-moi de vous renvoyer à l'étude faite en 2002 par l'INRAE *L'ammoniac d'origine agricole : impacts sur la santé humaine et animale et sur le milieu naturel* : « Les émissions d'ammoniac issues de l'activité humaine sont pour l'essentiel d'origine agricole et une grande partie provient des déjections des animaux d'élevage. Les effets irritants, voire toxiques, de l'ammoniac se manifestent localement dans les élevages. Ses effets polluants sur l'environnement peuvent s'étendre sur une zone géographique beaucoup plus vaste. ». On sait que l'ammoniac est source d'irritation respiratoire et pulmonaire, toxique pour l'être humain et les animaux. A-t-on suffisamment mesuré les risques ?

Enfin, ce site d'engraissement va entraîner des nuisances supplémentaires avec un trafic routier plus important. Les habitants du quartier du Moulin subissent déjà le passage des camions notamment avec la zone artisanale du Moulin. Et contrairement au TGV, les camions du site 2 pourront circuler la nuit.

Pour terminer, je tiens à préciser que je ne suis pas contre les agriculteurs mais contre ce type d'agriculture néfaste pour la planète, pour la santé humaine et pour le bien-être animal. Je souhaite juste une agriculture respectueuse de l'écologie où les exploitants agricoles du GAEC Hautefeuille puissent y trouver leur place à Erquinghem-Lys. Le défi écologique que nous devons tous relever ne se fera pas sans eux.

Suite à mes différentes observations et mes questionnements, je vous demande, monsieur le Préfet, de ne pas accorder l'autorisation d'exploitation du futur site porcin demandée par le GAEC de la Hautefeuille.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, d'agréer mes salutations distinguées.

Marie-Audrey THOMAS, demeurant au 27 rue Eglantines à Erquinghem-Lys.